

Rapport annuel sur l'état de la France en 2015

Déclaration du groupe de la CGT-FO

Ce rapport sur l'état de la France, dernier de cette mandature, se veut équilibré et a pris le parti de mettre en valeur les aspects économiques sociaux ou environnementaux positifs et favorisant à terme le vivre ensemble. Un tel exercice, tout en évitant l'écueil de l'optimisme béat, n'était pas facile. Pour autant, ce rapport n'édulcore en rien les difficultés économiques et sociales et notamment le chômage des jeunes, la persistance de la montée des individualismes et la relative défiance envers les politiques. Le groupe FO partage globalement l'analyse de la situation économique comme les préoccupations relatives au financement de l'économie réelle par les banques et les doutes sur l'effet bénéfique à terme de la nouvelle stratégie de la BCE dite du « *Quantitative Easing* ». En effet, un tel afflux de liquidités comporte un risque réel de détournement des fonds supplémentaires du secteur productif vers des bulles spéculatives, ce que le rapport met en exergue. Sagissant des aspects sociaux, l'analyse de la pauvreté en milieu rural, moins connue parce que moins visible et de fait, moins souvent évoquée est intéressante. Cependant, alors même que le chapitre concernant la dépense publique insiste sur le niveau de service public nécessaire à la cohésion sociale, l'impact négatif en matière économique et sociale du repli du service public en milieu rural ou péri-urbain n'est pas suffisamment dénoncé.

De même, si le rapport met en exergue les facteurs de stabilité que constituent nos institutions, notre modèle social et le niveau du service public, il édulcore les attaques récurrentes dont ce dernier fait l'objet à travers des évaluations plus centrées sur son coût que sur son utilité sociale ou son efficacité. Néanmoins, la France possède de réels atouts insuffisamment exploités tels que sa situation géographique ou son espace maritime ou encore un fort potentiel en matière de tissu industriel ce que ce rapport met en valeur. Le groupe FO rejoint l'analyse selon laquelle les politiques d'austérité en imposant des coupes dans les dépenses publiques ont bridé l'un des ressorts de la croissance, généré une baisse des recettes fiscales, augmenté la vulnérabilité des plus fragiles et, ainsi, accru les inégalités.

Par voie de conséquence, le groupe FO partage et soutient la quasi-totalité des recommandations issues de ce rapport. Il en est ainsi de la nécessité de procéder à une évaluation complète des politiques mises en œuvre en matière de lutte contre le chômage telles que par exemple le CICE ou le pacte de responsabilité comme encore de conforter le pouvoir d'achat des ménages, ou de favoriser l'investissement et l'accès au crédit des PME et TPE. De même, une évaluation de la réforme territoriale en cours semble indispensable notamment pour s'assurer quelle n'aboutisse pas à l'abandon de pans entiers du territoire comme cela semble se dessiner. Le groupe

FO soutient également la préconisation de renforcement de la cohésion sociale par le biais notamment des moyens à déployer pour l'école primaire mais aussi d'une fiscalité plus juste. Il considère, à ce titre, que le prélèvement à la source ne constitue en rien une réforme visant à rendre la fiscalité plus juste. Le groupe FO rappelle en outre que le CESE, depuis déjà longtemps, appelle de ses vœux une convergence économique et sociale au niveau européen afin de limiter le *dumping* social et fiscal. Ce rapport, comme les précédents ne fait pas exception sur ce plan. Enfin, faire du développement durable un axe stratégique ne peut que rencontrer un écho favorable, à la condition toutefois que les moyens en recherche et développement et en formation permettent de faire de la transition énergétique le vecteur du développement d'emplois qualifiés.

Le rapport sur l'état de la France constitue un exercice complexe tant il aborde de nombreux thèmes sur lesquels la recherche du consensus requiert parfois des talents d'équilibriste. Les rapports se suivent, les constats demeurent, bon nombre des préconisations aussi. Le groupe FO votera l'avis.